

MSF quitte les camps du Kivu

Rony Brauman

1994

Libération, novembre 1994.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

MSF quitte les camps du Kivu

Rony Brauman

Les circonstances qui ont amené 15 organisations humanitaires à mettre en cause leur présence dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et Médecins Sans Frontières (France) à annoncer son retrait posent au mouvement humanitaire la question de la finalité et des principes de son action. Interrogation éthique d'abord, cette question renvoie également, au delà du devoir d'assistance à une population en détresse, aux responsabilités que contracte toute personne, ou toute institution, à l'égard des conséquences de l'action dans laquelle elle s'engage. Mais aussi, parfois, aux responsabilités des destinataires de l'aide, autrement dit les victimes elles-mêmes, trop souvent considérées comme radicalement étrangères à leur propre situation. Le retrait prochain, discret, des Nations unies de Somalie, est ainsi motivé par le chaos dans lequel ce pays reste plongé, donc par les raisons mêmes qui avaient motivé leur intervention. La contradiction n'est qu'apparente, Les Nations unies enjoignent de cette façon, la seule qui leur reste, les Somaliens de se mêler activement de la résolution de leur problème politique, qui est leur responsabilité première. Après quoi elles pourront tenter de faire progresser le dialogue au lieu de se payer de faux-semblants dont le coût ne réside pas seulement dans les sommes et les risques engagés, mais aussi dans la déresponsabilisation des principaux acteurs.

Il en va de même dans les camps rwandais du Zaïre, où, après le génocide, la séparation entre criminels et innocents, bourreaux et victimes, ne peut être totalement opérée de l'extérieur. Les réfugiés ont leur part à prendre de cette tâche difficile, faute de quoi l'aide dont ils sont supposés bénéficier devient le carburant d'une nouvelle machine de mort. Il est des responsabilités qui ne se partagent pas: celle des organisations humanitaires est d'accomplir leur "mission" en soupesant autant que possibles ses conséquences, positives et négatives; celle des réfugiés, en l'occurrence, est de commencer, maintenant que l'urgence vitale est révolue, à écrire leur propre avenir, ce que personne ne saurait faire en leur nom. Si elles laissent à l'appareil du génocide le soin de prendre cet avenir en charge, la mission des ONG n'est certainement pas d'en assurer la logistique. À défaut de pouvoir prévenir cette évolution, les organisations humanitaires ont au moins la possibilité de ne pas y participer.

La problématique n'est pas nouvelle. Les organisations de solidarité ont été confrontées, dans leur histoire récente, à des circonstances extrêmes imposant de remettre en question leur maxime fondamentale, qui commande d'être aux côtés des victimes. Lors de la famine de 1984 en Éthiopie, le gouvernement d'Addis Abeba avait tiré parti d'un immense mouvement de solidarité pour entreprendre, grâce à ces moyens inespérés, la déportation des populations du nord du pays. Il s'agissait de démanteler l'ensemble de la société rurale, coupable d'"arriération", et de construire l'*homme nouveau* à l'ombre du Parti. Au moins deux cent mille personnes ont payé de leur vie cette entreprise de chirurgie sociale à l'intérieur de laquelle les ONG jouaient un rôle passif, certes, mais essentiel: celui d'être les "garants" symboliques de la bonne marche des secours, l'écran à l'abri duquel étaient organisés ces transferts forcés, devenus en 1985 la première cause de mortalité dans ce pays. Pour avoir critiqué publiquement cette politique, Médecins Sans Frontières a été expulsé.

C'est dans un camp de réfugiés salvadoriens au Honduras qu'en 1989, après 10 ans de présence ininterrompue, l'association était durement invitée à plier bagages par les "représentants" des réfugiés eux-mêmes. Il est vrai que le camp de Colomocagua s'était peu à peu transformé en une mini-république populaire, de style albanais, dans laquelle tout ce qui n'était pas strictement obligatoire était absolument interdit. Sommés d'organiser des centres nutritionnels en l'absence de malnutrition, de former des "médecins aux pieds nus" en deux mois, assignés à résidence dans leurs dispensaires, les volontaires de MSF se voyaient transformés en agents dociles d'un pouvoir

omniprésent éliminant impitoyablement tous ceux qui s'opposaient à lui. Pour avoir exigé des conditions de travail acceptables, notamment la liberté de circuler dans le camp et de parler avec les réfugiés MSF a été déclarée indésirable.

Plus récemment, au Cambodge, s'est posée la question de la présence des ONG dans les zones contrôlées par les Khmers Rouges. Or, dans le discours comme dans les comportements, ceux-ci n'ont rien renié de leur passé, bien au contraire. Leur proposer d'effectuer une évaluation des besoins sanitaires de la population vivant sous leur joug revenait donc à leur prêter malgré tout l'idée qu'une aide humanitaire, s'adressant par principe à tous, était envisageable, y compris de leur point de vue. C'était affecter de croire qu'il suffit, sous le régime de l'Angkar, d'être malade ou blessé pour consulter un médecin, alors qu'il faut être bien-pensant et rien d'autre. Refusant de se mettre en situation d'assurer le service social des Khmers Rouges méritants, MSF a décidé de refuser l'idée même d'une mission exploratoire.

On se souvient du débarquement hollywoodien des troupes américaines en Somalie, il y a exactement deux ans, et du cycle infernal de violences, de représailles et de chasse à l'homme dans lequel se sont enfermées, à leur suite et toujours au nom de l'humanitaire, les contingents de l'Onu. Estimant que, l'urgence nutritionnelle passée, leur simple présence les amenait à cautionner, même passivement de tels agissements sans la justification de secours vitaux, certaines organisations, dont MSF, ont décidé de se retirer en expliquant à leurs interlocuteurs somaliens qu'elles refusaient ce statut d'otages de la bonne conscience. Ceux qui connaissent la Somalie ne seront pas surpris d'apprendre que les Somaliens ont compris et approuvé cette décision.

Décider d'agir, c'est aussi savoir, même approximativement, pourquoi l'action est préférable à l'abstention. C'est, par conséquent, accepter l'idée que l'abstention n'est pas nécessairement une démission, mais peut être, au contraire, une décision. L'expérience l'atteste suffisamment: l'intention, dans l'action humanitaire comme ailleurs, se retourne aisément contre ses objectifs. Reste que les terrains sur lesquels l'aide humanitaire se mobilise rendent plus difficile encore cette appréciation car, au-delà de l'engagement affectif de ses acteurs, de leur impérieux désir de faire quelque chose, l'urgence substitue le réflexe à la réflexion. Le temps court qui la caractérise et fait d'elle un produit de choix pour la télévision brouille la distinction entre l'activisme et l'action, entre la fin et les moyens. Faute d'entreprendre elles-mêmes la restauration de cette distinction, de savoir se montrer rebelles face aux conformismes sentimentaux, les organisations humanitaires courent le risque de se fourvoyer dans le simulacre, de réduire leur action à un déploiement logistique accompagné de pieux slogans. Elle mérite, elle exige, mieux que cela.